

l'économie s'accroissait avec le besoin d'industrialisation. Or, les pays l'OCDE sont passés au stade de développement d'une société postindustrielle.

Selon une version moderne de la loi Wagner, la demande de certains biens ou services offerts par le secteur public (éducation, santé, culture et loisir) à une élasticité revenu supérieur à un, de telle sorte que la part des dépenses publiques/PIB est une fonction croissante du revenu par habitant⁷. Cette hypothèse n'est pas bien vérifiée pour l'UE dans son ensemble : pour la période 1970 à 1997 HALLEBERG et STRAUCH (2002) trouvent une élasticité de long terme inférieure à l'unité (0,74 ou 0,82 selon la méthode utilisée)⁸

2.2. La répartition des revenus

Les différentes notions relatives à la taille du gouvernement peuvent refléter de préférences nationales différentes ce qui concerne l'objectif de réduction des inégalités de revenu. Selon la commission Européen (EC, 2004), des pays, qui ont une plus forte préférence pour l'égalité des revenus, ont une taille du gouvernement plus élevée et un degré plus faible d'inégalité des revenus.

Les données confirment cette idée : Il y a bien une corrélation négative entre la part des dépenses publiques/PIB (ou la part des dépenses de protection sociale dans le PIB) et le degré d'inégalité de revenu⁹.

On peut appliquer le raisonnement au taux de pauvreté : il est plus faible là où la taille du gouvernement est plus grande (ou dans les pays qui consacrent une plus grande partie du revenu national aux dépenses publiques de protection sociale). Ainsi les différences nationales dans la taille du gouvernement est plus élevée, est le degré d'inégalité du revenu et le taux de pauvreté sont parmi les plus faibles.

On remarque par exemple que, la France fait partie des pays où la taille du gouvernement est la plus élevée et le degré d'inégalité des revenus et le taux de pauvreté sont parmi les plus faibles.

2.3.L'effet de déplacement

Alan PEACOCK et Jack WISEMAN ont mis en évidence, dans un ouvrage paru en 1961 (*The Growth of public Expenditure in the United King dom*), un effet de déplacement, c'est-à-dire un mouvement spécifique à la croissance des dépenses publiques, qui empêche les dépenses de redescendre au-dessous du niveau le plus élevé atteint dans le passé. Ils mettent en avant l'idée que la croissance du niveau de dépenses publiques est due à des événements extraordinaires tels que les guerres ou les catastrophes naturelles, qui nécessitent des dépenses publiques additionnelles.

Lorsque ces circonstances exceptionnelles cessent, le niveau des dépenses publiques ne revient pas à son niveau précédent. En conséquence les dépenses publiques en proportion du PIB tendent à croître au cours du temps. Pourquoi ? Cela est dû à une augmentation de la charge fiscale au maximale tolérable : l'évènement exceptionnel s'est traduit par une plus grande tolérance de contribuable envers la charge fiscale plus élevée, nécessite par le financement des dépenses

⁷Les dépenses publiques croissent plus rapidement que le PIB

⁸ La commission européenne a fait une revue des études empiriques (EC, 2008) : la loi de Wagner n'est confirmée que pour certains et certaines périodes

⁹Part de dépense de protection, *Op.cit.*, P.86

exceptionnelles, et cette tolérance se maintient par la suite, après la disparition de circonstances exceptionnelles. En particulier, au lendemain de guerre, l'augmentation des impôts est admise car il semble que le citoyen accepte de substituer aux dépenses d'armements (dont l'utilisation a disparu avec la fin de guerre) récemment, on a d'avantage mis l'accent, parmi les circonstances exceptionnelles sur les récessions, qui provoqueraient une augmentation de dépenses publiques. Lorsque le choc (la récession) disparaît, les dépenses ne reviennent pas à leur niveau précédent le choc, qui en est la cause. C'est ce qu'on appelle un phénomène d'hystérèse dans la littérature contemporaine.

2.4.L'effet prix

Les dépenses publiques sont influencées par le volume et le coût des biens et services offerts par le secteur public (quantité et prix)¹⁰. La part des dépenses publiques dans le PIB a tendance à augmenter si le coût de la fourniture des biens et services publics devient plus élevé et croît plus rapidement que le coût des biens et services similaires offerts par les secteurs privés. Elle dépend aussi de l'élasticité prix de la demande des biens et services offerts par le secteur public¹¹, puisque si la demande est inélastique, alors une augmentation du prix de ces biens et services publics ne se traduit pas par une diminution proportionnelle de la quantité demandée.

2.5.La démographie

La structure par âge de la population influence la composition et la taille du gouvernement. Elle a notamment un impact sur l'évolution des dépenses publiques sociales. En particulier, le vieillissement de la population fait pression sur les pensions de retraite, les services destinés aux personnes âgées et les soins de santé¹².

Dans la plupart des pays, ces types des dépenses sont en partie pris en charge par le secteur public, soit directement, soit indirectement par des transferts sociaux. Dans le domaine de la santé, des facteurs qui influencent l'offre ou la demande contribuent à l'augmentation des dépenses et ne sont pas seulement d'ordre démographique (Albouy et al. 2009) :

-L'état sanitaire de la population et la démographie : La consommation de soin de santé croît avec l'âge toutefois, dans la mesure où les dépenses médicales sont nettement plus élevées dans la période qui précède le décès, l'allongement de l'espace de vie retarde le moment où les dépenses de santé augmentent. De plus, si la population vieillit en bonne santé, cela contribue à réduire les dépenses de santé ;

-L'évolution du niveau de vie : la hausse des revenus se traduit par une augmentation de la demande (aspiration à vivre sans souffrances)¹³. Mais si au niveau macroéconomique, l'élasticité revenu de la demande de soins de santé est supérieure à l'unité ou proche de l'unité, au niveau microéconomique, elle est beaucoup plus faible voire nulle (les dépenses de soins ne dépendent pas du niveau de revenu, notamment dans les pays où une prise en charge publique de soins est large, comme en France). Par ailleurs, la hausse du revenu par habitant agit aussi sur l'offre de santé, par un redéploiement des dépenses publiques vers cette catégorie de dépenses et par l'influence du progrès technique... ;

¹⁰BAURMOL, thèse des différences sectorielles de productivité, 1967, Paris

¹¹Voir, si besoin est, les rappels sur la demande élastique et inélastique dans l'annexe à la fin du livre (économie des finances publiques)

¹² Economie des finances publiques P.85

¹³ <http://Op.cit. l'évolution du niveau de vie>

-Le progrès techniques : Il influence l'offre (hausse du coût de traitements médicaux) et la demande (pour des nouvelles méthodes thérapeutiques ou pour des soins de confort).

-Le prix relatif des soins de santé par rapport aux prix des autres biens et services : si la demande de soins de santé est inélastique (élasticité prix entre -0,6 et -1 selon les études citées par Albouy et al. Op.cit.), alors la hausse du prix de soins de santé ne se traduit pas par une forte baisse de la demande ;

-L'existence d'une assurance publique (niveau de prise en charge) et le mode d'organisation et de régulation des soins de santé (rémunérations des médecins, fixation de prix, restriction à l'entrée dans la profession) : ils déterminent aussi l'évolution de l'offre et de la demande soins de santé. Une caractéristique essentielle de soins de santé et l'incertitude de patient quant au diagnostic de sa maladie et à la qualité du traitement proposé pour le guérir : le patient fait confiance aux médecins, qui, dans un système d'assurance publique, en moins d'incitations à réduire l'offre de soins (ARROW, 1963).

2.6. L'ouverture sur l'extérieur

RODRICK (1998) a trouvé que la taille du gouvernement est plus grande dans les économies plus ouvertes sur l'extérieur (relation positive entre les deux variables pour une certaine de pays). Il explique que dans une économie plus exposée aux chocs externes, il y a une demande d'assurance publique contre ces risques (les chocs externes peuvent provoquer une plus grande variabilité de revenu).

On peut penser, par exemple, que les agriculteurs demandent au Gouvernement des aides lorsque le prix des produits agricoles chute de manière importante sur le marché mondial. L'Etat peut aussi être amené à offrir des revenus de remplacement ou des emplois publics aux individus, qui sont frappés d'une perte de revenus due à des chocs d'origine externe, ou des subventions à des entreprises, qui menacent de disparaître face à la concurrence internationale.

DEBRUN, PISANI-FERRY et SAPIR (2008) trouvent une relation positive entre taille du Gouvernement et degré d'ouverture pour 20 pays de l'OCDE sur la période 1961-2006, mais la relation ne plus vérifier après 1995 elle apparaît même négative si l'on prend des données des pays de l'UE-27 et autres pays riches de l'OCDE sur les années 2000. La relation négative semble plus prononcée dans l'UE-15.

MARTINEZE-MONGAYA (2002) a mené une étude empirique pour expliquer les différences d'évolutions de la part des dépenses publiques primaires, (hors intérêts) dont dans le PIB dans les pays membres de l'UE-15 sur la période 1960-1999. Il a analysé l'influence de trois variables : le revenu par habitants, le ratio de dépendance et l'ouverture sur l'extérieur. Il a trouvé que ces variables peuvent expliquer un peu plus de la moitié des différences nationales relatives à la taille du gouvernement. Les différences de revenu par habitants semblent être le facteur explicatif le plus pertinent, tandis que l'influence de l'ouverture sur l'extérieur est la plus faible.

2.7. Les choix publics

L'école des choix publics met en avant la thèse de la concentration différentielle des bénéficiaires et des coûts des dépenses publiques (thèse intitulé comme telle par Xavier Greffe, 1997) : les bénéficiaires sont plus concentrés que les coûts. En effet, les bénéficiaires de certaines catégories

des dépenses publiques (subventions, transferts sociaux) peuvent être clairement identifiés par les pouvoirs publics, tandis que les coûts de ces dépenses sont plus diffus, puisqu'ils sont financés par l'ensemble du contribuable.

A l'appui de cette thèse, plusieurs facteurs influencent la croissance des dépenses publiques : le mobile électoral, les groupes de pression, les bureaucrates, et l'illusion fiscale. Dans l'analyse du mobile électoral (JAMES BUCHANAN, GORDON TULLOCK), les hommes politiques sont incités à faire des promesses relatives à programme des dépenses publiques ; qui ont dotant plus de chance d'être populaires, que ces programmes sont concentrés sur les catégories des bénéficiaires bien identifiées, alors que leurs coûts sont répartis sur l'ensemble des citoyens. Ainsi, les hommes politiques sont-ils amenés à offrir des biens et services publics sans tenir compte de l'intérêt général et de la balance entre bénéfices et coûts. « Les politiciens sont partout les mêmes. Ils promettent de construire un pont même là où il n'y a pas des rivières » (NIKITA KHROUCHTCHEV).

Dans l'analyse des groupes de pression (dans le prolongement des travaux de MANCUR OLSON), des groupes d'intérêts organisés font du lobby, auprès des hommes politiques pour obtenir des biens et services publics spécifiques, dont ils bénéficient de manière disproportionnée, dans la mesure où ils n'en supportent pas tous les coûts, puis que les dépenses publiques sont financés par les impôts. Toutefois, l'effet des groupes de pression sur les dépenses publiques n'est pas claire, car, les différents groupes ont des intérêts diverses Mueller (2003) prend l'exemple de la construction des autoroutes : automobilistes et transporteurs sont en faveur de plus de dépenses publiques dans ce domaine, mais pas les défenseurs de l'environnement. Dans les études empiriques qu'il passe en revue, il y a un effet positif des syndicats de travailleurs sur les dépenses publiques en Europe.

Il y a aussi une relation positive entre la taille du gouvernement et le nombre de groupes de pression. Par ailleurs, PERSON et TABELLINI (2001) ont cherché à montrer que l'impact des groupes de pression sur le budget de l'Etat dépend de deux facteurs : le système électoral (règle de vote majoritaire ou proportionnel) et le régime politique (présidentiel ou parlementaire). Ils n'avancent que les dépenses publiques tendant à être plus élevées dans les systèmes électoraux avec une règle proportionnelle et dans les régimes politiques parlementaires, car la pression des groupes organisés pour des dépenses publiques additionnelles semblent avoir plus des chances de réussir. Pourquoi ?

Avec une règle proportionnelle, de nombreux partis aux intérêts diverses sont représentés. Chacun peut être l'objet d'un lobby intense, soit parce qu'il a des préférences proches de celle des groupes de pression (par exemple, la national rifle association aux Etats-Unis), soit parce que les groupes de pression courtisent plusieurs parties (par exemple, pour le protectionnisme). Ces pressions sont accrues dans un régime parlementaire où plusieurs parties sont représentées au parlement, et en particulier dans les gouvernements de coalition, parce que ces parties et gouvernements tentent de satisfaire le maximum d'électeurs. Une étude récente de DEBRUN. PISANI-FERRY et SAPIR (2008) confirme cette thèse pour un groupe de 20 pays de l'OCDE sur la période 1961-2007 : ils trouvent que la taille du gouvernement est plus élevée dans les gouvernements de coalition, et moins élevée avec une règle de vote majoritaire. Parmi les autres variables étudiées, le taux d'ouverture de l'économie a un effet positif statistiquement significatif, ainsi le taux de dépendance (mais l'effet est beaucoup faible que celui du taux

d'ouverture), tandis que le revenu par habitant a un effet négatif très faible (mais il n'est pas statistiquement significatif).

3. Approche empirique de l'accroissement des dépenses publiques, cas de la RDC

Après avoir abordé les théories générales sur les dépenses publiques, ses déterminants et l'histoire économique de l'évolution de la taille du Gouvernement avant-pendant -après les guerres mondiales, l'approche économétrique nous paraît utile dans la validation empirique des résultats.

3.1. Présentation des données et choix des variables

Nous présentons les données en fonction de notre problématique. Nos données se rapportent à l'Accroissement des Dépenses Publiques, au Ratio de Dépenses Publiques par le PIB, au Revenu par Habitant, la Pression Démographique, à l'Indice de prix à la Consommation, à la Pression fiscale et au Taux d'ouverture sur une période allant de 1995 à 2020 en RDC.

Toutes nos variables de contrôle sont exprimées en pourcentage et tirées dans les rapports de la Banque Mondiale (API-COD-DS2, 2020).

La formulation d'une explication économique à l'aide de la méthode quantitative exige la prise en compte d'un nombre exhaustif des variables d'intérêt.

La théorie économique stipule que les déterminants classiques de l'accroissement des dépenses publiques sont d'ordre économique, démographique et politique. Il s'agit du revenu par habitant, de la répartition de revenu, de l'effet de déplacement, de l'effet de prix, de la démographie, de l'ouverture sur l'extérieur et les choix publics.

Nous avons utilisé le modèle dynamique, et les variables retenues dans notre modèle, par rapport aux déterminants de l'accroissement des dépenses publiques en République Démocratique du Congo, sont : l'Accroissement des dépenses publiques(ACDPUB), l'Indice de Prix à la Consommation(IPC), la Pression Démographique(PRED), la Pression Fiscale(PREFISC), le Revenu par Habitant(RHAB), les Dépenses Publiques par PIB (DPPIB) et le Taux d'Ouverture(TOUV).

Graphiques sur les fluctuations de résidus des variables de contrôle

VAR Structural Residuals using Cholesky (d.f. adjusted) Factors



Tous les déterminants de l'accroissement des dépenses publiques ont connu des fluctuations par fois explosives après la guerre de la révolution.

3.2. Présentation du modèle d'analyse

Dans la modélisation d'un système d'équations dynamiques l'on recourt le plus souvent au modèle Vectoriel Autorégressif (VAR) qui analyse la dynamique d'un système d'équation par l'analyse des **réponses impulsionnelles** et de la **décomposition de la variance**¹⁴. Ces deux analyses seront précédées par le test de **causalité de Granger**.

Dans notre modèle VAR, l'ensemble de variables du système sont endogènes comme présenté ci-dessous :

$$B_0 y_t = \sum_{i=1}^p (B_i y_{t-i} + u_t) \text{ où } u_t \sim \text{iid } N(0, D)$$

Où y_t est un vecteur (nx1) des variables endogènes et B_i une matrice (nxn) contenant les paramètres avec un décalage à la ième période, avec B_0 qui représente l'interaction contemporaine entre les variables. Le vecteur (nx1) des perturbations (innovations), u_t représente des chocs structurels et a comme matrice de covariance D , qui est une matrice diagonale contenant les variances. C'est un fait que toutes les covariances de u_t soient égales à zéro, c'est

¹⁴ Alors que les fonctions de réponses permettent d'analyser « l'allure » de la réponse d'une variable sur une autre ; l'analyse de la décomposition de la variance de l'erreur de prévision d'une variable permet de déterminer **la sensibilité de cette variable aux différents chocs**, c'est-à-dire la contribution de chaque choc à l'erreur de prévision.

